

Dans la tourmente!

Se (re)syndiquer en nombre pour
une rentrée inédite



N



O

E

S



septembre 2024

Une enquête confisquée

**CNSA
CDCA**

Fin juin 2024, la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) a choisi de mener une enquête sur le fonctionnement des Conseils Départementaux de la Citoyenneté et de l'Autonomie devant être présentée aux représentants des personnes âgées et handicapées. Elle portait sur le fonctionnement interne de cette instance mais aussi sur la façon dont tous ses membres y étaient associés (nombre de réunions, communications, commissions, comptes-rendus...).

Dans la grande majorité des départements, les représentants des personnes âgées n'ont guère eu la possibilité d'exprimer leurs avis et propositions. Lorsqu'elle a été retournée, l'enquête a souvent été rédigée par les seuls vice-présidents des commissions.

Dans la Somme par exemple, la FSU et le groupe des 9 n'ont pu s'emparer de ce document pour y apporter leur expertise et leurs compétences. Évidemment les représentants du groupe des 9 au CDCA ne sont pas systématiquement dans l'opposition comme le prétend l'un des vice-présidents. Mais leur parole est rarement entendue. ● **Maryse Lecat**

De l'importance de se syndiquer pour se faire entendre!

Être syndiqué-e à la retraite, c'est un engagement qui s'inscrit dans une continuité. C'est s'organiser pour défendre des revendications propres, se mobiliser pour conserver, améliorer les droits acquis, en acquérir d'autres et lutter pour une société plus juste. Les journées d'action du G9, auxquelles les retraité-es de la FSU-SNUipp participent activement, ont permis que s'applique enfin la loi lors de la revalorisation des pensions de janvier 2024 (+ 5,4%).

C'est aussi partager des objectifs d'actions communes avec les actifs et les actives autour du pouvoir d'achat, des services publics, de la santé, du 100% Sécurité sociale... Toutes et tous ensemble, collectivement et solidairement.

● **Sonia Lejeune**



Se syndiquer c'est utile

- Pour ma retraite
- Pour mon pouvoir d'achat
- Pour faire respecter mes droits
- Pour être entendu-e



Les prix de l'énergie doivent être contrôlés

Après une hausse au 1^{er} février de 9,8% sur les tarifs heures pleines et heures creuses, et de 8,6% sur les tarifs de base, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a augmenté en moyenne de 11,7% le prix du gaz au 1^{er} juillet 2024. En même temps, le prix des carburants est au plus bas depuis 2022, et celui du fuel a baissé aussi.

Ces fluctuations incessantes des marchés de l'énergie ont des conséquences négatives et anxiogènes sur le quotidien des Français-es. Comment anticiper le coût d'un déplacement, comment gérer celui du chauffage de son logement quand on ne peut prévoir les variations du marché?

Cette précarité pécuniaire est difficilement supportable et provoque de grandes difficultés pour gérer ses finances, le budget de son entreprise et sa pension. Il est temps de réguler les prix de l'énergie pour permettre à toutes et tous d'envisager le prochain hiver sereinement. ● **Alain Dercourt**



Sommaire

En bref

02 > Se syndiquer/Coûts de l'énergie

Actu

04 > 100 % Sécu

05 > Pouvoir d'achat

06 > Investir dans les services publics

Sortir et découvrir

07 > Sortir et découvrir: les Hautes Alpes

3 questions à...

08 > Benoît Teste

Boussole

Le niveau des pensions détermine grandement la qualité de vie des personnes retraitées. Piétinée depuis des années, la garantie du pouvoir d'achat des retraites est revenue au premier plan... dans tous les discours électoraux!

Faciliter l'accès aux soins de toutes et tous serait aussi un objectif partagé... alors même que combattre l'obstacle premier, à savoir les choix austéritaires des gouvernements successifs, resterait irresponsable.

Si les mobilisations dans l'éducation et la séquence électorale ont ralenti ou enrayé certains projets, nous sommes bien loin d'un système éducatif démocratisé répondant aux besoins de toute la population. Et loin de la modernisation et du développement des services publics dans leur ensemble. La loi dite de transformation de la Fonction Publique va-t-elle perdurer et ses ravages continuer (statuts, emplois, conditions et santé au travail, protection sociale complémentaire...)?

Tout en restant à leur place, notre syndicat et notre fédération se sont investis pour que les choix d'Emmanuel Macron et de ses gouvernements soient sanctionnés sévèrement au plan électoral et que le danger de l'extrême-droite soit repoussé.

Le syndicalisme porte des avancées sociales de plus en plus difficiles à réfuter et reprises en partie dans le programme du Nouveau Front Populaire. Face à la nomination comme premier ministre de Michel Barnier avec l'accord tacite du RN, c'est plus que jamais à la concrétisation la plus ample et la plus rapide possible de ces revendications que les retraités de la FSU-SNUipp consacreront tous leurs efforts. C'est leur boussole!

En cette rentrée à nulle autre pareille, renforcer encore et partout le syndicalisme retraité dans le SNUipp contribuera aux ruptures indispensables. Assurément un point d'appui essentiel pour les mobilisations sociales qui s'annoncent.

● **Claude Rivé le 6 septembre 2024**

Numéroté de 1 à 8 – distribué aux adhérents retraités
Hebdomadaire du Syndicat National Unitaire des institutrices,
professeurs des écoles et PEGC – 128 Bd Blanqui - 75013 Paris.
T.: 01 40 79 50 00

Directeur de la publication: Guislaine DAVID

Rédaction: Colette CATEAU, Alain DERCOURT, Maryse LECAT,
Jacques LECOFFRE, Sonia LEJEUNE, Claude RIVÉ, Jean-Louis
TROUINARD

Impression: Limprime – ISSN 1241-0497 • CPPAP 3695 D 73 S

Financer la santé universelle

Pour 2025, la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) * agit dans un cadre contraint, défini par la loi de programmation des finances publiques. L'objectif national des dépenses de l'assurance maladie prévoit une augmentation des dépenses de santé de 2,6% (0,6 % de moins qu'en 2024) pour 1,56 milliard d'euros d'économies. Un Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) austéritaire se profile. Pourtant une autre politique de santé est possible.



L'accès aux soins est empêché. Les déserts médicaux, résultant de quarante ans de numerus clausus avec 70 000 médecins non formés et d'un immobilisme gouvernemental depuis plus de vingt ans, ne peuvent que croître si aucune mesure d'anticipation n'est prise. L'hôpital a besoin de moyens pour assurer le rôle formateur qui est le sien. L'intrusion du secteur privé au sein des hôpitaux vise la prise en charge des actes lucratifs au détriment du service public. La casse du service public renvoie les assurés sociaux vers le secteur privé lucratif et ses dépassements d'honoraires pénalisant les patient-es les plus modestes. De même le doublement de la participation forfaitaire sur les consultations ou actes médicaux et celui de la franchise médicale sur les médicaments, les actes paramédicaux et les transports sanitaires amènent des malades à renoncer aux soins. Conquérir le 100% Sécurité sociale est la seule solution à cette politique injuste.

Pour le 100% Sécurité sociale, mobilisons-nous!

Le niveau de vie et l'accès aux soins sont les principales préoccupations de la population, notamment des retraité-es. Ainsi le G9 a décidé d'envoyer un questionnaire aux équipes locales pour recenser les dysfonctionnements et les besoins en matière de santé dans les territoires. Un premier temps fort, une journée nationale d'action est prévue afin de dénoncer les difficultés pratiques, géographiques et financières rencontrées par trop de personnes, surtout les retraité-es, pour accéder aux services de soins et de santé. Des initiatives unitaires ont déjà été prises localement.

Ce temps fort ne sera que le point d'étape d'une action qui s'inscrira dans la durée: mobilisations liées au vote du PLFSS 2025, travail sur nos revendications (centres de santé, pôle public du médicament, EHPAD, 100 % sécu des soins prescrits, personnels ...). ● **Sonia Lejeune, Jean-Louis Trouinard**

* Synthèse du rapport de propositions de l'assurance maladie pour 2025

Pouvoir d'achat, clé de la justice sociale

La question du pouvoir d'achat reste la première des préoccupations. Elle était au cœur du vote lors des Européennes et des Législatives. À l'issue des vacances estivales, c'est un sujet brûlant de mobilisation à cette rentrée pour les actifs et les actives comme pour les retraité-es.

La rupture date de 2017. Dans une récente publication, l'Ires* examine, à partir des données de l'INSEE, l'évolution du salaire brut depuis 1950 et note : « Une rupture a été amorcée après 2017 et se caractérise par une baisse significative du pouvoir d'achat pour le salaire brut. Entre 2017 et 2023, sa baisse a été d'un peu plus de 7% (-1,2% par an). L'année 2017 pourrait alors avoir enclenché un approfondissement du processus de dévalorisation du travail salarié que l'on observe depuis la fin des années 1970 ». Cette analyse confirme la réalité vécue par les salarié-es et les retraité-es et que le G9 a largement documentée.

« Une rupture a été amorcée après 2017 et se caractérise par une **baisse significative du pouvoir d'achat** pour le salaire brut. »

Indexation des pensions

Souvent négligée par les gouvernements successifs, l'indexation des pensions sur les prix, base minimale de revalorisation, prévue par la loi, a subi de graves attaques depuis 2017 avec une perte de - 5,4% mesurée à la fin juillet 2024, sans oublier les pertes



subies mois après mois soit l'équivalent de 3 mois de pension. Cette dette envers les retraité-es doit être honorée!

Les variations du salaire moyen reflètent les changements dans la structure des emplois en lien avec la hausse des qualifications. Quand la proportion de cadres dans l'emploi total augmente plus vite que celle des ouvriers, cela tend à élever le salaire moyen indépendamment de toute revalorisation du salaire moyen de chaque catégorie. Cette progression du salaire moyen influant sur la consommation et l'évolution des produits, il est donc tout à fait légitime que les retraité-es en bénéficient sous peine de décrochage des évolutions sociétales.

Pour d'autres choix

S'il est évident que le Président Macron entend garder le cap libéral et austéritaire par-delà sa défaite électorale, nous avons notre partition à jouer pour que des mesures sociales justes et soutenues par le vote se concrétisent. Une politique fiscale plus équitable et une autre répartition des richesses sont possibles, engageons-y toutes nos forces syndicales! ● Jacques Lecoffre

* Institut de Recherches Économiques et Sociales

Investir massivement dans les services publics



« Rétablir des services publics de proximité, **c'est préparer l'avenir du pays**, revitaliser la ruralité et lutter contre l'extrême-droite. »

Depuis sept ans, les politiques gouvernementales ont miné les services publics en les privant de moyens pour mener à bien leur mission fondamentale : accompagner citoyens et citoyennes dans leur vie quotidienne. L'école, la justice, la santé, les transports ont fait les frais d'un libéralisme affirmé.

Les attaques se sont multipliées contre l'École publique et ses personnels. En réformant les programmes et la formation initiale, en dévalorisant le métier enseignant, en systématisant les évaluations normatives, en alimentant de plus en plus l'enseignement privé, tout en dénonçant les mauvais résultats aux évaluations internationales sans protéger suffisamment les

enseignant-es des agressions et crimes, les choix gouvernementaux renforcent la crise du recrutement.

Alors que les tribunaux, sans financement ni personnels, peinent grandement à gérer les dossiers qui s'accumulent, le ministre de l'intérieur mêle sa voix aux propos dénonçant le soi-disant laxisme des juges et des lois. Il encourage l'envoi des condamnés dans des prisons-taudis surpeuplées et la suppression des postes d'éducateurs à la protection de la jeunesse.

Préparer l'avenir

Encensés lors de la crise du COVID, les personnels de santé n'ont pas reçu l'augmentation salariale méritée et leurs moyens n'ont pas été abondés pour exercer leur métier efficacement

et prodiguer les meilleurs soins à la population.

Les entreprises publiques de transport sont accusées de tous les maux : insécurité, retards, mauvais état des matériels alors que les privatisations de lignes ferroviaires se multiplient, que la gestion des aéroports part au privé et que des milliards d'euros sont distribués aux actionnaires des sociétés d'autoroute.

Il est temps que l'on remette les services publics au centre de la vie des Français-es. Rétablir des services publics de proximité, c'est préparer l'avenir du pays, revitaliser la ruralité et lutter contre l'extrême-droite.

Pour la FSU, une des priorités est de renforcer, par une dotation d'urgence de 30 milliards, les moyens alloués aux services publics pour garantir leur qualité et leur accessibilité partout sur le territoire en finançant les infrastructures et en créant tous les emplois nécessaires. ● **Alain Dercourt**

Escapade dans les Hautes Alpes, entre Embrun et Barcelonnette



En suivant la Durance, le lac de Serre-Ponçon, la vallée de l'Ubaye, on se rend compte de la beauté magique de la montagne : des pentes abruptes, des vallées encaissées, des villages pittoresques où le temps semble s'être arrêté. Et lorsqu'on décide de partir à la conquête de certaines d'entre elles, on entre dans un autre monde où règne la beauté de la nature.

Embrun est une petite commune de la vallée de la Durance. On y trouve les vestiges de l'époque moyenâgeuse, avec sa Tour Brune, ses ruelles empierrées, mais aussi son plan d'eau magnifique qui permet de se rafraîchir après une balade en montagne. En suivant la Durance, nous voilà à Savines le lac. C'est ici que le village de Savines a été complètement enseveli sous les eaux au moment de la mise en eau du lac de Serre-Ponçon. Le village a été reconstruit sur la rive opposée. On y trouve de multiples activités nautiques : visite en bateau, planche à voiles, surf...

Barcelonnette la mexicaine

Au XIX^e siècle, près de 3 000 habitants de Barcelonnette et plus largement de la vallée de l'Ubaye partent chercher fortune en Amérique. Les premiers s'installent en Louisiane mais la plupart poursuivent jusqu'au Mexique. On les appelle « les Barcelonnettes », nom générique donné aux migrants originaires de la vallée de l'Ubaye. Après une période d'installation, les Barcelonnettes s'imposent comme les nouveaux notables du Mexique : négoce, industrie textile, banque, mines... Les pionniers, les trois frères Arnaud, originaires de Jauzières, partent vers 1820 et

ouvrent au cœur de Mexico un magasin de tissus. Certains de ces migrants enrichis ont le mal du pays. Ils reviennent donc dans la vallée de l'Ubaye et font construire des villas-châteaux destinées à montrer leur réussite. Leurs propriétaires les ont voulues fantaisistes, pittoresques et souvent très colorées... On peut voir 80 d'entre elles entre Barcelonnette et Jauzières.

Sports en toutes saisons : rando, vélo, ski

Que ce soit dans la vallée de la Durance ou celle de l'Ubaye, de nombreuses randonnées pédestres y sont possibles. Très proches se trouvent le parc national des Écrins, celui du Mercantour. Les amoureux de la petite reine vont y trouver leur bonheur en passant de nombreux cols (col de la Bonette, de la Cayolle, d'Allos, de Vars...). L'hiver transforme la montagne en stations de skis : Sauze, Super Sauze, Sainte Anne, Pra Loup, les Orres, Réallon...

● **Maryse Lecat, Colette Catteau**

À Baratier, la promenade aux mille cascades est idéale pour initier les enfants à la marche en montagne. Un parcours « sens action » a été mis en place, c'est une randonnée-jeu où les enfants vont retrouver des cache-histoires et relever des défis : construire une pyramide de pierres, comprendre le débit d'un torrent, utiliser les objets de la nature pour fabriquer un bateau... Et au détour du sentier, nous voilà sur un pont suspendu comme dans les grands canyons, l'impression de se retrouver en très haute montagne !



© MIRA/NAJA

Benoît Teste

secrétaire général de la FSU

(1) *Après la séquence électorale intense du début d'été, quels rapports entre organisations syndicales et politiques ?*

« Intense », effectivement ! Et la situation qui ressort de la séquence promet aussi de l'être tant elle apparaît déjà instable, réfractant toutes les crises de la société française. Un constat d'abord, une référence pour la suite : cette fois, nous avons mis en échec l'extrême droite qui se goinfre de la désespérance sociale. Ouf ! Et pour ça, nous avons contribué à des déclarations unitaires interprofessionnelles. C'était très important. Et nous avons pris toutes nos responsabilités en soulignant que le programme du Nouveau Front Populaire était précisément le mieux à même de répondre aux revendications, et donc, en cohérence, appeler à voter pour les candidatures qui l'incarneraient. Une campagne sociale de haut-niveau a surgi à côté de celle des politiques. Cette dernière s'en est nourrie. Nous avons pris une position inédite dans cette situation particulière et lourde de graves dangers. Nous sommes intervenus sur le terrain social dans le contexte de cette séquence électorale avec tout notre patrimoine revendicatif, donc sans jamais rien céder de notre indépendance syndicale. Toutefois, le danger du RN n'est pas du tout écarté. Il faut sans attendre combattre son imposture sur le terrain social et exiger des forces politiques qu'elles répondent à la désespérance sociale dont il se fait son miel. Notre tâche est de porter les exigences sociales

à un très haut niveau et de construire les mobilisations. L'enjeu est également de développer vis-à-vis des forces politiques un rapport exigeant et constructif d'alternatives.

(2) *Comment le mouvement social peut-il peser sur les décisions parlementaires, gouvernementales, présidentielles ?*

Par le rapport de force ! Expression à prendre dans toute son acception et qui ne se réduit pas à la seule mobilisation, même si celle-ci est souvent déterminante in fine pour arracher de véritables avancées sociales. Le plus déterminant, c'est la capacité à convaincre en positif la majorité du monde du travail et de la société de la justesse de ce pourquoi nous appelons à se mobiliser. De ce point de vue, le mouvement des retraites 2023 est emblématique : nous avons convaincu largement parmi les personnels en amont, dès que le gouvernement a ouvert la discussion sur un durcissement des conditions de départ. Puis nous avons construit la mobilisation, à la base, par la conviction que nous étions majoritaires et que nous pouvions gagner cette bataille. D'ailleurs, nous l'avons gagnée dans les consciences. Nous l'avons aussi gagnée socialement et politiquement puisque l'Assemblée nationale a majoritairement basculé en faveur de l'abandon du projet porté par le gouvernement. Nous l'avons perdue par la brutalité de l'injonction présidentielle à recourir au 49-3. Tout ça pour dire que je ne me hâterai pas à répondre à la question sur la manière dont il est possible d'influer sur la décision présidentielle avec ce locataire-là de l'Élysée. Cette pratique outrancière de la présidence de la République est un vrai problème aux conséquences potentiellement graves.

(3) *Comment le prochain congrès de la FSU peut-il développer les liens entre actifs et retraités ?*

Nous avons décidé de mettre en place un groupe de travail « actifs-retraités » au dernier congrès pour faire converger les points de vue différents sur les questions de protection sociale, notamment en matière de santé. Débat légitime puisque nous étions confrontés à une question tactique pour définir une position défensive dans un contexte d'affaiblissement de la « Sécu » au profit du marché ! Il doit maintenant être dépassé, non pour le mettre sous le tapis, mais pour faire progresser notre capacité d'action et de mobilisation chez les actifs et les actives comme chez les retraités. Il faut que le congrès de février 2025 fasse un bilan d'étape du fonctionnement de ce groupe et conforte son existence avec une exigence de fonctionnement amélioré. J'ai la conviction, et je ne suis pas le seul, que c'est la bonne manière d'avancer. ● **Propos recueillis par Claude Rivé**